

TIPASA

Agression du foncier et de l'environnement

«Les agressions de l'environnement et des fonciers domanial, communal, maritime et forestier, au niveau de la wilaya de Tipasa constituent aujourd'hui un inquiétant fléau, qui défigure gravement les efforts entrepris par l'Etat pour promouvoir le tourisme et rehausser la destination touristique locale et régionale», nous confie un ancien élu de Cherchell.

Un fonctionnaire technique au niveau de la wilaya de Tipasa nous précisera que les lieux des agressions du foncier sont situés au niveau des zones côtières. C'est le domaine maritime qui est le plus touché par les constructions illécites, à l'instar des villes côtières de Cherchell, Chenoua, Hamdania, Fouka et Bou Ismail.

Notre interlocuteur affirmera que «dans la ville de Cherchell, c'est tout un pan du domaine maritime qui a été investi illicitement et illégalement. Cette partie du domaine maritime, située à l'ouest de Cherchell, squattée, qui était utilisée dans le passé par la population cherchellose en guise de plage, est tout simplement interdite à la population. Le nouvel «acquéreur» de ces parties squattées

s'arroge tous les droits. Ainsi, la loi est bafouée par ceux qui piétinent le domaine maritime», poursuit tristement notre interlocuteur.

Un vieux Cherchellois affirme tristement «un constat de désolation s'offre à ceux qui visitent les villes côtières de la wilaya de Tipasa qui se targuaient jadis d'être le joyau touristique et balnéaire».

De même, un redoutable constat est dressé par un cadre au niveau de la wilaya de Tipasa : «Plusieurs exemples illustrent parfaitement les agressions subies par notre littoral côtier en infraction avec des faits où la complaisance, qui régit la protection et la valorisation du littoral de la wilaya en dépit de la loi de février 2002, fait force de loi». Des riverains de Douaouda affirment pour leur part



«nous assistons actuellement à une destruction en règle de l'environnement du littoral côtier, à travers des centaines de constructions et occupations anarchiques et illicites du sol qui hérisse notre contrée balnéaire.»

Monsieur H. DJ., un juriste, nous déclare «que la loi 02/02 du 5

février 2002 portant protection du littoral est transgressée au mépris notamment de son article 37, malgré les textes de loi qui disposent et encadrent cette protection qui interdit l'occupation du domaine maritime à l'intérieur d'un espace de 3 kilomètres.»

Houari Larbi

BOUMERDÈS

Les habitants de Ouanougha, Ghoumrassa et Bouider manifestent

Dimanche matin, des centaines de villageois sont descendus des villages de Ouanougha, Ghoumrassa et Bouider dans le piémont de la commune des Issers dans le centre de la wilaya de Boumerdès pour envahir et occuper, durant des heures, la salle des délibérations de leur municipalité.

Le maire de la localité y était présent en compagnie de deux de ses adjoints. Les villageois ont, par ailleurs, noté la présence d'officiers de police. Par la suite, les protestataires sont passés à l'énumération de leurs revendications. Il était question d'eau. Concernant ce problème, nous avons écrit sur maintes manifestations des citoyens de ces localités et cela depuis plus d'une décennie pour réclamer l'AEP.

Chaque maire et chaque responsable de l'hydraulique ou de l'ADE apporte, à chaque manifestation citoyenne, son lot de promesses, mais ces villageois ne verront pas de sitôt l'eau couler dans leurs robinets.

Les villageois ont également protesté contre l'abandon, depuis une année, du projet d'installation d'un réseau d'assainissement au village de Ouanougha.

En fait, le projet a été entamé il y a un peu plus de 6 ans et la première tranche aurait coûté 6 milliards.

«Un second entrepreneur a repris le projet pour réaliser quelques mètres avant d'abandonner à son tour le chantier. Ce réseau ne fonctionnera probablement jamais car il est envahi par la terre charriée par les pluies», nous dit un citoyen de la localité. «Conséquence, on a creusé des fossés pour mettre sous terre des buses et on a détruit la route qui est devenue totalement impraticable», ajoute ce citoyen.

Ce projet et un autre implanté, il y a quelques années par les prédécesseurs du maire actuel, aux alentours de la ville des Issers et qui a coûté à l'Etat des dizaines de milliards mais qui n'a jamais fonctionné, auraient dû faire l'objet d'enquêtes.

Autres problèmes qui empoisonnent la vie de ces villageois, qui ont été pour la énième fois portés à la connaissance du premier magistrat de la ville et qui, probablement, ne seront jamais résolus.

Les protestataires se sont en effet plaints de l'absence d'une salle de soins, de l'éclairage public et du gaz naturel dans les trois villages qui regroupent plus de 8 000 habitants. «A la fin de l'énumération de nos doléances, le maire nous a dit clairement que ces problèmes ne relèvent pas de ses compétences et qu'il est nécessaire de prendre attache avec les services de l'hydrau-

liques, l'ADE, la daïra des Issers et même le wali de Boumerdès. C'est une aberration ! Alors nous lui avons répondu unanimement que s'il n'a ni les prérogatives ni le pouvoir de prendre en charge nos problèmes, il n'a qu'à démissionner. C'est la moindre des choses», nous relate un manifestant présent dans la salle.

Vers 13h, les protestataires ont évacué la salle des délibérations, promettant de revenir plus nombreux pour faire plus de bruit. Nous avons, en vain, tenter de prendre attache par téléphone avec le maire des Issers pour avoir plus d'éclaircissements.

Abachi L.

Communiqué

La famille du chahid Midouni Mohamed-Cherif informe les citoyens de Hussein-Dey, de Guenzet Nath Yala et les compagnons de lutte du chahid qu'un centre commercial sis à Hussein-Dey (en face la poste) sera baptisé, le 18 du mois en cours, au nom du martyr.

Regroupement des participants à cet événement au niveau de l'école primaire des frères Mokhtari à partir de 13h 30. Une conférence sur le chahid sera animée par Ghafir Mohamed dit Moh Clichy, cadre dirigeant au sein de la Fédération de France et compagnon d'armes du héros.

SIDI-BEL-ABBÈS

Une famille sous un abri en plastique

Une famille composée de 6 membres, dont 4 enfants en bas âge, séjourne dans la rue pas loin de la Faculté de médecine de Sidi-Bel-Abbès sous un abri en plastique.

Cette famille dit avoir occupé, dans le passé, le bidonville de la ferme Si Hacen, à la sortie de la ville de Sidi-Bel-Abbès. Mais, ajoutera-t-elle, les occupants de ce bidonville ont fait l'objet d'une opération de relogement en avril dernier, et leurs masures, et la mienne y compris, ont été rasées. Sauf que nous, nous n'avons pas été hébergés malgré toutes les promesses. Prenant notre mal en patience, nous avons érigé un semblant de demeure en attendant notre relogement. Pour la seconde fois, notre humble habitation a été rasée par les autorités.

Pour soustraire notre intimité au regard des passants et curieux, dira le père, j'ai érigé une tente en plastique. L'automne, et surtout l'hiver ne sont pas loin et vivre sous du plastique est un véritable calvaire pour mes 4 enfants. J'interpelle les autorités compétentes à se pencher sur mon cas.

A. M.

**CENTRE
UNIVERSITAIRE
DE NAÂMA**

Du nouveau pour les étudiants

Pour cette saison universitaire 2016-2017, le centre universitaire de Naâma vient de se doter d'une dizaine de bus pour le transport des étudiants et l'ouverture d'une nouvelle cité universitaire de 500 lits réalisée pour les nouveaux étudiants, afin de combler le déficit en hébergement pour la gent masculine.

Pour les étudiants résidents à Mécheria, six à sept bus assureront leur déplacement quotidien de Mécheria vers le centre universitaire et retour, tandis que pour les étudiants résidents à Naâma-ville, deux bus assureront la navette de 7 heures du matin jusqu'à la fin des cours, de la cité universitaire vers le centre-ville, a-t-on appris.

B. Henine